"C'est de notre vie qu'il s'agit"



La guerre. Sur le sol européen. Avec ses exodes, ses bombardements, ses massacres. Et, dans le même temps, le chômage qui repart à la hausse. Des empires financiers qui se font et se défont, à coups de dizaines de milliards. Des "affaires" qui succèdent aux "affaires", jusqu'au sommet des institutions européennes. Des projets sur des dossiers aussi importants que la protection sociale, la retraite, les services publics... C'est de notre vie qu'il s'agit ! Nous sommes tous concernés.
On peut y faire quelque chose. C'est la conviction des communistes.



Libération

Un rapport commandé par Jospin préconise de porter à 42,5 ans la durée des cotisations

Courage, bientôt la retraite à 70 ans

la Croix

La retraite à 42 ans... de travail

l'Humanité

KOSOVO : LES RISQUES D'EMBRASEMENT

LA FIN DE LA RETRAITE A 60 ANS ?

L'évolution démographique et le poids du chômage menacent l'avenir des retraites. Le rapport Charpin préconise l'allongement de la durée de cotisations. Une mesure injuste et explosive. Page 4

LES DERNIERS FOUS VOLANTS

Bertrand Piccard et Brian Jones viennent de réaliser le vieux rêve de Jules Verne : le tour du monde en ballon. Page 10

le Parisien Edition de Paris

RETRAITES DU PUBLIC ET DU PRIVE

Ce qui vous attend selon votre âge

Paris ne méritait vraiment pas ça

Parti communiste français

Sciences Po / Fonds CEVIPOF

CHANGEMENT

Un nouveau souffle s'impose

"Il n'est pas question que les ministres communistes démissionnent", a précisé Robert Hue sur Canal +. Je connais bien la formule qui consiste à dire: "On ferme sa gueule ou on démissionne. Eh bien, nous, on va l'ouvrir et on va rester!". "L'ouvrir", dire non quand il faut dire non, avancer des propositions constructives, cela vaut pour le Kosovo. Et pour tout le reste. Notamment pour la politique économique et sociale du gouvernement.

Depuis juin 1997, **l'activité des communistes dans la majorité et au gouvernement a largement contribué à faire avancer des dossiers sociaux**: 35 heures, emplois-jeunes, lutte contre l'exclusion, couverture maladie universelle, lutte contre le dopage dans le sport... Tout cela tranche avec ce que voudrait la droite.
Mais **ça ne fait pas le compte**, alors que les restructurations dans l'économie et la finance, les privatisations, les "plans sociaux" se poursuivent; alors que les prévisions de croissance sont revues à la baisse et que le chômage est à nouveau à la hausse.
Il faut un nouveau souffle à l'action du gouvernement: des changements davantage ancrés à gauche. C'est ce que propose le Parti communiste. Il agit pour que les acteurs des mouvements civiques et sociaux fassent mieux entendre leur voix.

Du précis

"Ou bien l'emploi et la formation, ou bien les marchés financiers, il faut choisir", pourrait-on dire en résumé. Les propositions communistes ont pour priorité: l'emploi.
Il est urgent de décider d'un **moratoire** sur les privatisations, les restructurations, les plans de licenciements, de relancer la bataille de l'emploi par une consommation plus forte, donc une **augmentation du pouvoir d'achat des salaires, des retraites, des minima sociaux**, par une baisse de la TVA sur les produits de première nécessité. Une politique plus efficace en terme de croissance et d'emploi doit permettre de **garantir les retraites** : ni recul de l'âge, ni baisse des pensions.
Une réforme du crédit devrait être liée aux engagements précis des entreprises en termes d'emploi.
Une réforme de la fiscalité est indispensable: par prélèvement à la source sur les revenus spéculatifs; taxation des capitaux à court terme (taxe Robin) et à long terme (taxe professionnelle); taxation des fortunes professionnelles au titre de l'impôt sur la fortune (ISF) avec des exonérations en faveur des PME-PMI créant des emplois.
Des droits d'intervention et des pouvoirs nouveaux de contrôle de l'utilisation des fonds publics et des ressources du crédit pour les citoyens, les salariés, les élus.

Le chômage repart à la hausse

La croissance est à la baisse selon l'INSEE. L'activité a "nettement ralenti dans l'industrie manufacturière" et les prévisions pour 1999 sont entre 2,2% et 2,5%, alors que 2,7% étaient envisagés au départ.
Le chômage a en conséquence augmenté de 0,3% en février, alors que les dix-huit mois passés avaient été à la baisse grâce à la bonne tenue de la consommation. **Relancer la bataille de l'emploi par une consommation plus forte, donc une augmentation du pouvoir d'achat devient urgent.**

"Monopoly"...

Les restructurations dans l'économie et la finance n'ont jamais été aussi énormes: Pinault contre Arnault; la BNP s'attaque à la Société Générale-Paribas; Total attrape Pétrofina; Renault joue sur Nissan...
Face à cette orgie de milliards, l'emploi, les salaires, la dignité des hommes et des femmes au travail comptent pour rien.

Profits 1998: un bon cru

Renault: +8,8 milliards. L'Oréal: +4,7 milliards. Saint-Gobain: +5,2 milliards. Peugeot: +3 milliards...
Ces augmentations s'accompagnent de suppressions d'emplois: 6000 chez Renault, 17000 chez Sony...
Ces annonces ont provoqué immédiatement une hausse de leurs actions en Bourse...

Réorienter l'Europe

Changer c'est aussi donner un autre cours à l'Europe.
L'Europe sociale exige la mise en place d'un Pacte pour l'emploi, la formation et la croissance en remplacement du Pacte de stabilité. Ce nouveau pacte devrait inclure de grands objectifs sociaux communs (SMIC européen de 1000 euros, 35 heures, protection sociale...), des projets de coopérations entre services publics, une sécurité d'emploi et de formation.
L'Europe démocratique veut que les citoyens aient une place dans sa construction (par pétition, référendum...); que les pouvoirs et les missions des organismes non élus soient limités; que le partage des responsabilités, incontournable dans de nombreux domaines, soient librement décidés, maîtrisés, réversibles: la souveraineté, en tant que liberté de chaque peuple de choisir son destin est inaliénable.
L'Europe solidaire et de paix doit permettre aux pays membres de faire face ensemble aux défis communs: l'Europe ne doit plus abdiquer face aux Etats-Unis ; elle doit promouvoir la paix sur notre continent. ■

Sciences Po / Fonds CEVIPOF

Kosovo: construire la paix!



La guerre en plein cœur de l'Europe! Insoutenable. Intolérable.
Cet engrenage de la guerre n'était en rien fatal. Aux négociations de Rambouillet, en un temps record pour une Conférence de paix – quelques semaines -, l'Europe, et notamment les gouvernements français et britannique, avaient arraché au pouvoir de Belgrade un accord de principe en faveur d'une "autonomie substantielle" du Kosovo. D'autres progrès étaient sans doute possibles, en misant sur le soutien des forces antinationalistes, qu'elles soient d'origine serbe ou albanaise. Malheureusement, c'est la logique de guerre portée par les Etats-Unis qui a prévalu. Tout le monde constate aujourd'hui que, **loin d'améliorer le sort des populations du Kosovo, les "frappes" ont eu l'effet inverse**. Ceux qui en profitent? Les nationalistes, fauteurs de haine et d'"épuration ethnique": Milosevic, qui réalise l'"union sacrée" autour de lui; et les chefs militaires extrémistes de l'UCK. Leurs victimes? Les populations: celle de Yougoslavie prise sous les bombes; celle du Kosovo, poussée par dizaines de milliers à s'exiler. Assez!

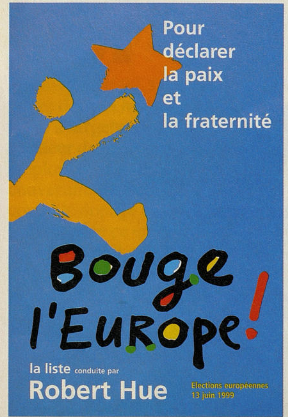
Dès le départ, le Parti communiste français a désapprouvé cet engagement de la France dans la guerre, en montrant que chaque bombe rendrait plus difficile le chemin vers l'indispensable issue politique. La droite s'en indigne. Normal: sans les ministres communistes, il n'y aurait pas de voix qui parlerait pour la paix autour de la table du Conseil des ministres. Il faut maintenant **stopper les bombardements**, garantir un **arrêt des exactions au Kosovo** et un retour à la table des négociations:

- **mise en place d'une force de paix** sous l'égide de l'OSCE et de l'ONU;
- **démilitarisation de la zone des combats**, avec implantation de la force de paix;
- **reprise de la négociation** dans le cadre d'une Conférence sur les Balkans examinant les problèmes politiques et de reconstruction avec un fort engagement de l'Union européenne.

Toutes ces propositions sont aujourd'hui dans le débat public. Des personnalités progressistes françaises ou européennes en évoquent, à leur tour, de semblables. C'est également le cas de Romano Prodi, le nouveau président de la Commission européenne, de représentants de l'Eglise catholique, de forces antinationalistes yougoslaves. Tout un courant d'opinion se forge son chemin. Raison de plus pour débattre et agir avec celles et ceux qui ont à cœur de ne pas céder à la logique de la guerre et de construire la paix.

Sciences Po / Fonds CEVIPOF

Europe
la liste du mouvement social



De plus en plus de voix, en France et en Europe, s'élèvent contre l'ultralibéralisme qui ne connaît que le culte de la force, le mépris des faibles, l'arrogance à l'égard des citoyens. Ces exigences de changement sont la chance de la gauche. C'est seulement si celle-ci y répond qu'elle réussira. C'est pourquoi le Parti communiste entend être porteur de ces protestations, de ces propositions des mouvements civiques et sociaux, sur le terrain, dans la majorité et au gouvernement.

Il ne souhaite pas seulement répercuter la parole des citoyens, il entend leur permettre d'intervenir directement dans la politique. C'est pourquoi il vient de prendre l'initiative d'**une liste largement ouverte sur la société** en vue des élections européennes, une liste qui donne autant de place aux femmes qu'aux hommes, et autant de place à des communistes qu'à des personnalités qui ne sont pas membres de ce parti.

Cette présence d'actrices et d'acteurs des mouvements sociaux et citoyens peut **permettre à la politique d'être irriguée par leur apport, par la vie. Elle en a besoin!** Au reste, le mouvement social lui-même se pose ouvertement la question de son prolongement sur ce terrain politique. Michel Deschamps, syndicaliste enseignant, présent sur cette liste, déclarait dernièrement: "L'absence de concertation, prônée au nom de l'indépendance du mouvement social, mène à une impasse. L'échec des mouvements de 1995 m'a convaincu que le mouvement social doit collaborer avec le monde politique s'il veut être efficace."

Au-delà de leur diversité, les 87 candidates et candidats de la liste intitulée **"Bouge l'Europe!" conduite par Robert Hue**, partagent de fortes valeurs communes. Ensemble, ils condamnent les dogmes régnants du libéralisme et ils entendent réorienter la construction européenne en donnant la priorité à l'emploi, au progrès humain, à l'égalité, au bonheur des personnes. Ensemble, ils se prononcent **pour que l'Europe joue un rôle nouveau en faveur de la paix et de la fraternité**: un objectif qui tranche avec ce qu'on entend partout ailleurs en cette période.■

Le Parti communiste: un espace de liberté au service du changement

Si vous souhaitez y prendre votre place, retournez ce bulletin à l'adresse ci-contre

Nom et prénom ______ Age ______

Adresse ______

Code postal ______ Commune ______

Profession ______ Entreprise ______

Signature

P. C'est de notre vie...4/99

Photos: p.1: Reuter/p.3: Patrick Nussbaum/
p.1 à 4: DR.
Imprimerie /AG Roto, 4/1999

distribué Métro Gambetta - Ven. 9 avril 1999, 18h30

Parti communiste français
2 place du Colonel-Fabien
75019 Paris
Internet: e-mail: pcf@pcf.fr web: http://www.pcf.fr

Sciences Po / Fonds CEVIPOF